

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-
Atlantiques
Cité Galliane
9 avenue Antoine Dufau
40000 Mont-de-marsan

Mont-de-marsan, le 12/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ARKEMA Mont

Usine de Mont - Pole 1
122, route des Pyrénées - MONT
64300 Orthez

Références : -
Code AIOT : 0005202690

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/11/2025 dans l'établissement ARKEMA Mont implanté Usine de Mont - Pole 1 122, route des Pyrénées - MONT 64300 Mont. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre de l'instruction de la notice de réexamen de l'unité Pilote NTC.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARKEMA Mont
- Usine de Mont - Pole 1 122, route des Pyrénées - MONT 64300 Mont

- Code AIOT : 0005202690
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'usine d'Arkema Mont a été créée en 1963 pour développer des activités industrielles permettant de valoriser les produits extraits du gaz exploité sur la plateforme de Lacq. Aujourd'hui, les principales activités du site sont la fabrication de matières plastiques et le développement de procédés.

L'unité Lactame constitue le cœur de l'usine de Mont. Elle est le siège des phénomènes dangereux majeurs recensés au sein de l'établissement. Ces phénomènes dangereux sont de type « toxique », et liés aux produits utilisés pour la production de Lactame et aux réactions secondaires qu'ils peuvent initier.

Les autres unités sont les UFD (unités de fabrications diversifiées, et ses deux ateliers Orgasol et Orevac) et les unités Pilotes (dont l'atelier de fabrication de nanotubes de carbone).

L'établissement est classé SEVESO « seuil haut » en raison de la présence de produits de toxicité aiguë relevant de différentes rubriques 4xxx de la nomenclature des installations classées. Il est également classé au titre de la directive IED.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 PMII
- AN25 Prélèvements envtx
- Vieillessement (AM du 04/10/2010)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Choix d'un guide professionnel – inspections PM2I des réservoirs	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-2	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Modalités de suivi des réservoirs soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-3	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
6	Mise à jour du POI	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100	/	Demande d'action corrective	1 mois
8	Stratégie de prélèvement	Arrêté Ministériel du 26/05/2014,	/	Demande de justificatif à	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
		article 5		l'exploitant, Demande d'action corrective	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Transmission d'une notice de réexamen	Code de l'environnement du 24/09/2020, article Article R.515-98, paragraphe II	Sans objet
3	Recensement des réservoirs soumis au PM2I - AM du 03/10/2010	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-1	Sans objet
4	Plan et programme d'inspection des réservoirs	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29	Sans objet
7	Liste des substances recherchées et milieux associés	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
9	Liste des produits de décomposition	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'instruction de la notice de réexamen n'a pas donné lieu à une demande de complément. Un courrier de donner acte est rédigé en ce sens.

L'Inspection s'est attachée à examiner deux sujets : PM2I et premiers prélèvements (Lubrizol).

Concernant le PM2I, il convient de noter que l'exploitant s'est efforcé à remettre à l'Inspection une note pour expliquer les contrôles du DT94 qu'il ne met pas en place sur ses réservoirs car il a recouru au DT84. Quelques sujets doivent encore être finalisés (soudures robe et réservoirs à fond bombés) mais pour le reste, les contrôles sont conformes à ceux prescrits dans le DT94 selon les

niveaux de contrôles retenus par l'exploitant.

Concernant les produits de décomposition et premiers prélèvements, l'exploitant doit transmettre son contrat signé avec SOCOTEC.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Transmission d'une notice de réexamen

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article Article R.515-98, paragraphe II
Thème(s) : Risques accidentels, Étude de dangers
Prescription contrôlée : L'étude de dangers (EDD) fait l'objet d'un réexamen sous la forme d'une notice au moins tous les 5 ans et d'une révision, si nécessaire.
Constats : La précédente notice de réexamen de l'étude de dangers de l'unité Pilote NTC avait été déposée le 18/12/2019. Un courrier de donné acte du 09/09/2021 précisait que l'échéance du prochain réexamen de l'étude de dangers de cette unité était fixée au 29/12/2024 L'exploitant a produit et communiqué par courrier du 19/12/2024, la notice de réexamen référencée FG/2024-37, telle que requise dans l'avis du 8 février 2017 « relatif au réexamen quinquennal des études de dangers des installations classées pour la protection de l'environnement de statut Seveso seuil haut » et a conclu à la mise à jour de son étude de dangers. L'instruction de la notice de réexamen n'a pas donné lieu à une demande de complément. Les observations faites par l'inspection dans le présent rapport ne remettent pas en cause cet examen.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations classées propose de donner acte au ré-examen de l'étude de dangers de l'unité Pilote NTC de l'établissement Arkema Mont et de fixer la nouvelle échéance pour le prochain ré-examen au 19 décembre 2029 sous réserve d'absence d'évènement (modifications substantielles notamment) nécessitant une révision de l'étude de dangers. Le courrier de donner acte va être transmis parallèlement au présent rapport d'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Choix d'un guide professionnel – inspections PM2I des réservoirs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-2
Thème(s) : Risques accidentels, Vieillessement des installations
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 27/06/2023• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Lorsqu'un guide professionnel portant sur le contenu détaillé des différentes inspections est reconnu par le ministre chargé du développement durable, l'exploitant le met en œuvre sauf s'il justifie le recours à des pratiques différentes.

Constats :

Les réservoirs du site de Mont sont soumis au PM2I uniquement au titre de l'AM du 3/10/2010.

Pour rappel, l'exploitant met en œuvre une méthodologie RBI (Inspection basée sur la criticité) lui permettant d'adapter les modalités de l'inspection de ses équipements. Il s'appuie sur le référentiel DT84.

Concernant les réservoirs PM2I: cette démarche lui permet d'adapter l'étendue des contrôles, en revanche, les fréquences de contrôles sont identiques à celles exigées en l'absence de méthodologie RBI (à savoir: visites de routines annuelles, inspections externes détaillées tous les 5 ans et inspections hors exploitation tous les 10 ans).

Le jour de l'inspection, l'exploitant a confirmé que toute la documentation découlant de l'application du guide professionnel DT84, révision D-03 était opérationnelle et mise en œuvre.

Suite à l'inspection du 21/07/2023, l'exploitant avait transmis une note (Note technique 23-019 - Réservoirs PM2I - datée du 15/09/2023) visant à exposer les contrôles prévus par le DT94 qui ne sont pas mis en œuvre par l'application du DT84.

Cette note a fait l'objet d'échanges entre l'exploitant et l'Inspection. Elle a été révisée le 13/11/2025 (Rev 01) puis le 01/12/2025 (Rev 02).

L'Inspection a examiné cette note par sondage.

Le principal point qui ressort est le suivant:

--> Certains contrôles demandés aux articles 29-3 et 29-4 de l'AM du 3/10/2010 ne sont pas réalisés sur les réservoirs en inox. L'exploitant justifie son positionnement d'une part, via son analyse des modes de dégradation suivant le DT84 et d'autre part, via l'annexe 6 du DT94 qui donne des "Spécificités des réservoirs en acier inoxydable".

Pour plus de détails:

- Les réservoirs en inox sans mode de dégradation ni interne ni externe (cf. annexe 1 de la note 23-019) ne font pas l'objet de mesure d'épaisseur (fond, robe, toit) ni de contrôle complémentaire des soudures verticales et horizontales des viroles 2 à n, puisque ces équipements sont sans mode de dégradation possible entraînant une perte d'épaisseur;

- Le réservoir en inox avec un mode de dégradation "corrosion externe par fissuration" (cf. annexe 2 de la note 23-019) ne fait pas l'objet de mesure d'épaisseur (fond, robe, toit) ni de CND (Contrôle Non Destructif) sur les soudures du fond en INTERNE, puisque l'équipement est sans mode de dégradation pouvant entraîner une perte d'épaisseur et qu'il ne présente pas de mode

de dégradation interne.
Il reste quelques demandes sur la note dans sa dernière version, auxquelles il conviendra de répondre (cf. partie confidentielle). Ces dernières portent essentiellement sur le contrôle des soudures de robe des réservoirs et le contrôle des soudures de fond pour les réservoirs à fond bombé.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Sous 3 mois: -l'exploitant confirme qu'il a mené une analyse des mécanismes de dégradation listés dans le DT94 (annexe 6) lui permettant de les exclure de ses plans d'inspection pour les réservoirs inox (annexes 1 et 2 de la note 23-019). -l'exploitant apporte les réponses aux questions mentionnées en annexe confidentielle et complète sa note technique 23-019 le cas échéant.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Recensement des réservoirs soumis au PM2I - AM du 03/10/2010

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-1
Thème(s) : Actions nationales 2025, Réservoirs - recensement 03/10 - Unité Pilotes NTC
Prescription contrôlée : 29-1. Tout réservoir d'une capacité équivalente de plus de 10 mètres cubes fait l'objet d'un plan d'inspection
Constats : Sur le périmètre de l'unité Pilotes NTC, seul le réservoir 1 (détails donnés en annexe confidentielle) et sa cuvette de rétention rentrent dans le champ d'application de l' AM du 03 octobre 2010. Pour rappel, ARKEMA Mont est soumis à enregistrement pour la rubrique 4331 et, dans le cadre du positionnement sur les textes applicables aux stockages de liquides inflammables soumis à enregistrement pour la rubrique 4734 ou 4331, l'exploitant s'est positionné de la manière suivante (courrier du 10/04/2018): "depuis le 1er juin 2015, mon établissement est soumis aux prescriptions suivantes : arrêté ministériel du 3/10/2010 (toutes les prescriptions)". --> C'est pour cette raison que l'AM du 3/10/2010 lui est applicable.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Plan et programme d'inspection des réservoirs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29
Thème(s) : Actions nationales 2025, Inspections
Prescription contrôlée : 29-1. Tout réservoir d'une capacité équivalente de plus de 10 mètres cubes fait l'objet d'un plan d'inspection définissant la nature, l'étendue et la périodicité des contrôles à réaliser en fonction des produits contenus et du matériau de construction du réservoir et tenant compte des conditions d'exploitation, de maintenance et d'environnement. Ce plan comprend : <ul style="list-style-type: none">- des visites de routine ;- des inspections externes détaillées ;- des inspections hors exploitation détaillées pour les réservoirs de capacité équivalente de plus de 100 mètres cubes. Les réservoirs qui ne sont pas en contact direct avec le sol et dont la paroi est entièrement visible de l'extérieur sont dispensés de ce type d'inspection.
Constats : Les annexes et la note technique du service inspection évoquées au point de contrôle n°2 permettent de connaître l'étendue des contrôles prévus lors des visites de routines, quinquennales et décennales. L'inspection s'est focalisée sur le réservoir 1 et a demandé la transmission du plan d'inspection relatif à ce réservoir. L'annexe 5 de la note technique est jointe au plan d'inspection (liste des contrôles à réaliser). La gamme de contrôle également annexée au plan d'inspection (Réf. INS-ENR-053) montre que des mesures d'épaisseurs sont réalisées selon un repérage (repérage par des points bleus pour la visite quinquennale). Effectivement, 5 points bleus sont positionnés sur un schéma (1 sur le fond, 3 sur la robe et 1 sur le toit du réservoir). Toutefois, le schéma ne permet pas de savoir si, sur un plan donné, plusieurs mesures sont réalisées. --> L'exploitant a répondu que pour chacun des 5 points mentionnés, 4 mesures sont réalisées aux points cardinaux.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Sous 4 mois: -L'exploitant met à jour les plans d'inspection des réservoirs PM2I en annexant la version à jour de la note 23-019 (il fait le même travail pour tous les documents qui font référence à l'ancienne version de la note).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Modalités de suivi des réservoirs soumis au PMII

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 29-3

Thème(s) : Actions nationales 2025, Inspection quinquennale

Prescription contrôlée :

29-3. Les inspections externes détaillées permettent de s'assurer de l'absence d'anomalie remettant en cause la date prévue pour la prochaine inspection.

Ces inspections comprennent a minima :

- une inspection visuelle externe approfondie des éléments constitutifs du réservoir et des accessoires (comme les tuyauteries et les événements) ;
- une inspection visuelle de l'assise ;
- une inspection de la soudure entre la robe et le fond ;
- un contrôle de l'épaisseur de la robe, notamment près du fond ;
- une vérification des déformations géométriques éventuelles du réservoir, et notamment de la verticalité, de la déformation éventuelle de la robe et de la présence d'éventuels tassements ;
- l'inspection des ancrages si le réservoir en est pourvu ;
- des investigations complémentaires concernant les défauts révélés par l'inspection visuelle s'il y a lieu.

Ces inspections sont réalisées au moins tous les cinq ans, sauf si une visite de routine réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie. Une fréquence différente peut être prévue par arrêté préfectoral pour les réservoirs liés à des unités de fabrication.

Constats :

L'inspection s'est focalisée sur le rapport d'inspection du réservoir 1 du 05/07/2024 (dernière inspection externe détaillée).

La trame du rapport de contrôle permet au contrôleur de rédiger un paragraphe pour conclure sur son contrôle. Toutefois, il n'est pas possible de savoir si chaque contrôle prévu par l'annexe 5 de la note technique a été réalisé.

L'exploitant a répondu qu'il allait mettre en place une trame de rapport, comme cela est déjà le cas pour les visites de routine.

Dans le rapport d'inspection, les mesures d'épaisseurs sont relevées.

Ainsi, pour la quinquennale de 2024, 5 points de mesure sont notés et non pas 20 (4 points cardinaux * 5 = 20 mesures - cf. point de contrôle n°4). L'exploitant a répondu que pour un même plan (par exemple: 1ère virole), seule la mesure la plus défavorable est relevée sur le rapport de contrôle.

Lors de la visite terrain, il a été constaté une perte d'épaisseur à plusieurs endroits au niveau de la dépassée et au niveau d'un trou d'homme du réservoir 8TA170.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant tient à disposition des installations classées les justificatifs lui permettant de vérifier que l'ensemble des contrôles demandés à l'article 29 de l'AM du 3/10/2010 sont effectués lors des

visites.

L'article 29-3 de l'AM du 3/10/2010 demande qu'un contrôle de l'épaisseur de la robe, notamment près du fond, soit réalisé lors des inspections externes détaillées. Sous 3 mois, l'exploitant justifie que les mesures d'épaisseurs réalisées sur la robe du réservoir 8TA170 lors de l'inspection quinquennale du 5/07/2024 ont été réalisées selon un maillage représentatif (par exemple il fournit les résultats et emplacements des différentes mesures prises sur la robe et conclut).

Sous 3 mois : l'exploitant justifie que la dépassée et le trou d'homme du réservoir 8TA170 ont été examinés lors de l'inspection externe détaillée du 5/07/2024. Il transmet les mesures d'épaisseurs réalisées sur la dépassée. Au regard de ces éléments et des constats établis par l'Inspection, il conclut si des actions correctives et curatives doivent être mises en place.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Mise à jour du POI

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100

Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires

Prescription contrôlée :

SSH :

Code de l'environnement

R. 515-100

« Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans. »

SSB :

Arrêté du 26/05/2014

Art. 5

« Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire. »

Constats :

La dernière mise à jour du POI date de mai 2024.

Elle intègre toutefois la fiche tactique 1.12 "prélèvement des produits de décomposition en cas d'incendie" (qui date de juin 2025) et qui a été transmise dans la cadre de la préparation d'inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous 1 mois : l'exploitant complète son POI pour que la dernière mise à jour (juin 2025) apparaisse et que la fiche tactique 1.12 "prélèvement des produits de décomposition en cas d'incendie"

apparaissent également dans le sommaire. Il le transmet à l'Inspection.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 7 : Liste des substances recherchées et milieux associés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; [...] » <p>Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour l'unité Pilotes NTC, la liste des substances recherchées est bien identifiée: NOx + HAPs + Poussières + CO2+CO+ COVs + Aldéhydes. Cette liste a été établie selon le guide DT126.</p> <p>Pour le site, 14 substances + l'amiante sont retenues (cf. point de contrôle suivant).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Stratégie de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : <p>[...]</p>

- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieu ;
- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux.[...]

Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.

Constats :

1) Pour les 4 toxiques par inhalation (CCl₄, HCl, SO₂ et NO_x):

- des prélèvements "instantanés" peuvent être réalisés par l'exploitant lui-même. Il dispose de l'ensemble du matériel nécessaire pour réaliser ces prélèvements.
- des prélèvements "longue durée" peuvent également être réalisés. Aussi, pour ces prélèvements, l'exploitant dispose d'un contrat avec SOCOTEC. Le système d'astreinte mis en place rend le prestataire disponible 24H/24, 365j/an avec une intervention sous 4h. SOCOTEC dispose de son propre matériel.

Concernant les prélèvements pouvant être réalisés en interne, l'exploitant indique qu'en cas d'accident, c'est le personnel d'astreinte qui sera mobilisé.

2) Pour les produits de décomposition en cas d'incendie (NO_x, HCN, HAP, Poussières, HBr, SO₂, HCL, Métaux, aldéhydes, Dioxines et furanes, HF, CO₂, CO, COV + Amiante):

- cette partie est confiée à SOCOTEC : le contrat de base a été amendé pour intégrer les nouvelles substances (produits de décomposition). A noter que ce nouveau contrat est en cours de négociation dans le cadre d'un contrat groupé plateforme.
- Bien que le nouveau contrat soit en cours de négociation, l'exploitant précise qu'il est couvert car son contrat de base signé avec SOCOTEC est reconduit d'une année sur l'autre de manière tacite et que la dernière version prend bien en compte les prélèvements additionnels (produits de décomposition).
- Le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de nous transmettre une version du contrat signée.
- Aussi, la proposition commerciale de SOCOTEC du 8/7/2024 précise que SOCOTEC souhaite retenir le HCN plutôt que le HBr.

L'exploitant nous a montré une carte indiquant les différents points de prélèvements. Ils sont tous situés à l'extérieur du site. Les points de prélèvements sont les mêmes pour les composés toxiques et les substances de décomposition. L'exploitant a indiqué que les prélèvements sont uniquement réalisés dans l'air.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Liste des produits de décomposition

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9
Thème(s) : Actions nationales 2025, Produits de décomposition
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III est adressée au préfet lors de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour d'une étude de dangers, et lorsque cette étude est soumise au réexamen visé à l'article R. 515-98, au plus tard le 30 juin 2025. Le plan d'opération interne est mis à jour dans le même délai.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le POI a été mis à jour pour intégrer l'ensemble des produits de décomposition identifiés pour le site avec intégration de la fiche stratégie reprenant les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements sur les produits de décomposition des fumées incendie.</p> <p>Le travail d'identification des produits de décomposition a été réalisé sur l'ensemble des ateliers du site.</p> <p>Une annexe a été ajoutée aux études de dangers récemment mises à jour, et l'identification des produits de décomposition apparaît dans les notices de réexamen, à savoir :</p> <p>Mars 2024 : EDD Lactame Décembre 2024 : EDD Orevacs Décembre 2024 : EDD Pilotes NTC</p> <p>Une annexe sera ajoutée aux prochaines mises à jour des autres études de dangers, à savoir :</p> <p>Janvier 2027 : EDD stockages Janvier 2027 : EDD Orgasols Juin 2028 : EDD Pilotes P4.</p>
Type de suites proposées : Sans suite